

Ce que nous avons entendu : Consultation publique sur la Stratégie fédérale de développement durable 2026- 2029



No de cat. : En4-797/2026F-PDF

ISBN : 978-0-662-41625-8

EC26035.003

À moins d'avis contraire, il est interdit de reproduire le contenu de cette publication, en totalité ou en partie, à des fins de diffusion commerciale sans avoir obtenu au préalable la permission écrite de l'administrateur du droit d'auteur d'Environnement et Changement climatique Canada. Si vous souhaitez obtenir du gouvernement du Canada les droits de reproduction du contenu à des fins commerciales, veuillez demander l'affranchissement du droit d'auteur de la Couronne en communiquant avec :

Environnement et Changement climatique Canada
Centre de renseignements à la population
Édifice Place Vincent Massey,

351 boul. Saint-Joseph,

Gatineau (Québec) K1A 0H3

Ligne sans frais : 1-800-668-6767

Courriel : enviroinfo@ec.gc.ca

Photo page couverture : © Environnement et Changement climatique Canada

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, 2026

Also available in English

Table des matières

Introduction	1
Ce que vous avez aimé	2
Ce que nous avons entendu	2
Une mise en œuvre et une réalisation plus claires	2
Une responsabilisation, des cibles et des mesures renforcées	3
Une structure, une clarté et une priorisation améliorées	3
Des approches plus intégrées et systémiques	3
Une plus grande prise en compte de l'équité, de la diversité, de l'inclusion et de l'accessibilité	4
Une plus grande reconnaissance du leadership et de l'autodétermination des peuples autochtones ..	4
Une meilleure prise en compte des réalités régionales et locales	4
Renforcer le contenu pour combler les lacunes	5
Commentaires des organismes consultatifs et de surveillance	5
Conclusion et prochaines étapes	5
Aperçu de la mobilisation	6

Introduction

De janvier à mai 2026, Environnement et Changement climatique Canada a consulté la population canadienne au sujet de la version préliminaire de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) 2026-2029. La consultation a offert aux citoyens, aux intervenants et aux communautés l'occasion de contribuer à l'élaboration de la SFDD et des Stratégies ministérielles de développement durable (SMDD) des organisations fédérales.

Nous avons reçu des commentaires d'un large éventail de participants, notamment :

- des particuliers
- des entreprises
- des représentants syndicaux
- des organisations non gouvernementales
- des gouvernements et des organisations autochtones
- des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux

Nous avons également reçu des commentaires du :

- Comité sénatorial permanent de l'énergie, de l'environnement et des ressources naturelles (ENEV)
- commissaire à l'environnement et au développement durable (CEDD)
- Conseil consultatif sur le développement durable (CCDD)

Plus de 1 400 participants de partout au Canada ont fait part de leurs points de vue. Les renseignements démographiques fournis sur une base volontaire ont montré que les participants représentaient une diversité de régions géographiques, de groupes d'âge et d'identités. Leurs commentaires reflétaient un large éventail de secteurs, de régions et d'expériences vécues.

Nous avons reçu plus de 4 000 commentaires provenant d'un mélange de réunions, d'événements en personne, de webinaires et d'un questionnaire en ligne, ainsi que plus de 200 mémoires transmis par courriel. De plus, des séances de mobilisation ont été tenues dans six universités (Université de Victoria, Université du Nord de la Colombie-Britannique, Université de Calgary, Université de la Saskatchewan, Université Brock et Université Laval) ainsi qu'à la SDG Idea Factory de Kitchener. Elles ont réuni des jeunes, des étudiants, des universitaires et des intervenants locaux afin de partager leurs points de vue sur les priorités en matière de développement durable, les défis régionaux et la version préliminaire de la Stratégie.

Afin de faciliter le traitement des réponses, nous avons utilisé un grand modèle de langage (LLM) pour classer les réponses et générer des résumés des commentaires. Un examen par des experts à plusieurs étapes a permis d'assurer l'exactitude, l'exhaustivité et la conformité avec le [Guide sur l'utilisation de l'intelligence artificielle générative](#).

Les répondants ont formulé à la fois des commentaires positifs sur la version préliminaire de la Stratégie et des suggestions visant à la renforcer. Ceux-ci sont résumés dans les sections qui suivent.

Ce que vous avez aimé

Les répondants de tous les secteurs et de toutes les régions ont exprimé un fort appui à l'orientation générale de la version préliminaire de la Stratégie. Plusieurs ont indiqué qu'elle fournit un cadre complet qui réunit les priorités environnementales, sociales et économiques et qu'elle reflète de façon claire et accessible les principaux enjeux auxquels le Canada est confronté aujourd'hui.

Les participants ont également accueilli favorablement la structure fondée sur trois piliers ainsi que l'inclusion d'un accent particulier sur la création d'une société inclusive et résiliente, parallèlement à la croissance propre et à la protection de l'environnement.

Dans l'ensemble des groupes — y compris les gouvernements, les organisations autochtones, les entreprises, les organisations non gouvernementales et les particuliers — les répondants ont généralement convenu que la Stratégie offre une base solide pour faire progresser le développement durable et repose sur des principes et des cadres largement reconnus.

Ce que nous avons entendu

Les répondants ont également relevé plusieurs aspects de la Stratégie que nous pourrions améliorer. Les commentaires ci-dessous sont regroupés selon les principaux thèmes soulevés par les différents groupes de répondants.

Une mise en œuvre et une réalisation plus claires

La nécessité d'une mise en œuvre plus claire est ressortie comme l'un des principaux thèmes des commentaires reçus. De nombreux répondants ont indiqué que, bien que la Stratégie établisse des objectifs importants, elle n'explique pas clairement comment ceux-ci seront atteints en pratique.

Des participants de divers secteurs — notamment des municipalités, des entreprises et des organisations non gouvernementales — ont souligné le manque de précisions sur la façon dont les objectifs seront mis en œuvre, notamment en ce qui concerne les rôles, les responsabilités, les échéanciers et les ressources. Les gouvernements municipaux et régionaux ont mis l'accent sur les défis liés à la mise en œuvre concrète et aux besoins de financement. Les répondants du milieu des affaires ont souligné l'importance de la clarté et de la prévisibilité pour appuyer les décisions d'investissement et de mise en œuvre. Les jeunes participants ont insisté sur l'urgence d'agir et sur la nécessité d'apporter des changements plus ambitieux et systémiques, notamment en accordant une plus grande importance aux résultats à long terme en matière de développement durable.

Une responsabilisation, des cibles et des mesures renforcées

Les répondants ont régulièrement demandé des cibles plus claires, des indicateurs mesurables et un meilleur suivi des progrès. Plusieurs ont indiqué que les cibles actuelles sont trop générales ou ne sont pas appuyées par des données claires, ce qui rend difficile l'évaluation des résultats.

Les organisations syndicales et les organisations non gouvernementales ont souligné l'importance d'indicateurs solides pour mesurer les résultats, notamment en matière d'équité et de rendement environnemental. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont mis en évidence la nécessité d'améliorer les rapports et l'harmonisation entre les administrations. Le CEDD a également souligné l'importance de renforcer les mécanismes de responsabilisation ainsi que la mesure et le suivi uniformes des cibles au fil du temps.

Une structure, une clarté et une priorisation améliorées

Les répondants ont estimé que la structure générale de la Stratégie était claire et conforme aux principes du développement durable. Toutefois, plusieurs ont indiqué que les liens entre les objectifs ne sont pas toujours clairs et que le nombre d'objectifs et de cibles peut rendre la Stratégie difficile à parcourir. Certains répondants ont également soulevé des préoccupations concernant l'ordre des objectifs et des sections. Ils ont indiqué que l'emplacement des objectifs environnementaux pourrait mieux refléter leur importance.

Dans l'ensemble des groupes de répondants, plusieurs ont demandé une priorisation plus claire, un langage plus accessible et une présentation plus conviviale. Les organisations de la société civile et les particuliers ont mis l'accent sur la facilité d'utilisation et la clarté. Les provinces et les territoires ont souligné l'importance d'harmoniser la structure avec les réalités de la mise en œuvre et les cadres existants.

Des approches plus intégrées et systémiques

Les répondants ont souligné que les enjeux environnementaux, sociaux et économiques sont interreliés et qu'ils devraient être abordés de manière plus coordonnée et globale.

Les organisations non gouvernementales et les participants du milieu universitaire ont souligné la nécessité d'adopter des approches systémiques. Les répondants du milieu des affaires et des gouvernements provinciaux ont mis en évidence l'importance d'harmoniser les systèmes économiques, environnementaux et d'infrastructure. Dans l'ensemble des groupes, un large consensus s'est dégagé quant à la nécessité de mieux intégrer dans la Stratégie des domaines clés tels que l'énergie, la santé, le logement, l'agriculture, la biodiversité et les transports.

Une plus grande prise en compte de l'équité, de la diversité, de l'inclusion et de l'accessibilité

Les répondants ont souligné que l'équité, la diversité, l'inclusion et l'accessibilité devraient être reflétées plus clairement dans l'ensemble de la Stratégie et se traduire par des mesures concrètes.

Les participants issus de groupes méritant l'équité — notamment les personnes en situation de handicap, les communautés racisées, les personnes 2ELGBTQI+, les nouveaux arrivants et les communautés de langue officielle en situation minoritaire — ont indiqué que, bien que les inégalités soient reconnues, elles ne s'accompagnent pas toujours de mesures ciblées ou de résultats mesurables. De nombreux répondants ont demandé des données désagrégées, des indicateurs plus inclusifs et des mesures plus fortes pour éliminer les obstacles systémiques, notamment en matière de justice environnementale et d'accès aux services.

Dans l'ensemble des commentaires reçus, les répondants ont convenu que l'atteinte de résultats inclusifs exige d'aller au-delà des engagements généraux et d'intégrer les considérations d'équité dans l'ensemble des objectifs, des cibles et des stratégies de mise en œuvre.

Une plus grande reconnaissance du leadership et de l'autodétermination des peuples autochtones

Les répondants autochtones — y compris les gouvernements et les organisations des Premières Nations, des Inuits et des Métis — ont souligné l'importance du leadership autochtone, de l'autodétermination et des approches fondées sur les distinctions dans l'ensemble de la Stratégie.

Les participants ont indiqué que les perspectives autochtones sont reconnues en principe, mais qu'elles ne sont pas toujours reflétées de façon uniforme dans la gouvernance, la prise de décisions ou la mise en œuvre. De nombreux répondants ont demandé :

- la coélaboration des cibles et des mesures
- une meilleure reconnaissance des systèmes de connaissances autochtones
- des mécanismes plus clairs pour soutenir la mise en œuvre dirigée par les Autochtones

Les répondants ont également souligné la nécessité d'un financement soutenu, d'un appui au renforcement des capacités et de meilleures données reflétant les réalités autochtones, ainsi que d'une meilleure harmonisation avec les relations découlant des traités et les priorités régionales.

Une meilleure prise en compte des réalités régionales et locales

Les répondants ont indiqué que les objectifs et les cibles à l'échelle nationale ne reflètent pas toujours les réalités des différentes régions et communautés.

Les gouvernements municipaux ont mis en évidence les défis liés aux infrastructures et à la prestation des services, particulièrement dans les milieux urbains, tandis que les répondants des régions rurales et nordiques ont souligné les contraintes liées à l'accès, aux capacités et aux coûts. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont insisté sur les considérations liées aux compétences et sur la nécessité de faire preuve de souplesse. Dans l'ensemble des groupes, les répondants ont souligné l'importance d'approches adaptées au contexte local afin de traduire les objectifs nationaux en résultats concrets pour les communautés.

Renforcer le contenu pour combler les lacunes

Les répondants ont relevé plusieurs domaines où nous pourrions renforcer le contenu de la Stratégie, notamment :

- les systèmes énergétiques
- le logement
- les infrastructures
- l'agriculture
- la biodiversité
- l'eau
- les transports
- l'économie circulaire

Ces lacunes ont été soulevées par différents groupes d'intervenants. Les municipalités ont mis l'accent sur le logement et les infrastructures, les entreprises ont souligné l'importance des systèmes industriels et énergétiques, tandis que les organisations non gouvernementales ont insisté sur la biodiversité et l'action climatique.

Commentaires des organismes consultatifs et de surveillance

Les commentaires des organismes consultatifs et de surveillance ont renforcé plusieurs des thèmes soulevés dans les autres mémoires. Le CEDD, ENEV et le CCDD ont tous souligné la nécessité d'une Stratégie plus cohérente et davantage axée sur les résultats, reposant sur une meilleure coordination, des cibles plus claires et des mécanismes de responsabilisation plus solides. Tous ont souligné l'importance de l'inclusion des peuples autochtones. Le CEDD et le CCDD ont également recommandé une meilleure harmonisation avec les cadres existants ainsi que des liens plus étroits entre les objectifs, les indicateurs et la mise en œuvre.

Conclusion et prochaines étapes

Dans l'ensemble, les participants à la consultation ont exprimé un fort appui à l'orientation de la SFDD, tout en soulignant l'importance de clarifier la façon dont elle sera mise en œuvre en pratique.

Les commentaires reçus ont mis en évidence la nécessité de traduire les objectifs de la Stratégie en mesures claires et coordonnées, appuyées par des cibles mesurables et une collaboration efficace entre les gouvernements et les partenaires.

Les commentaires recueillis dans le cadre de la consultation contribueront à la finalisation de la SFDD 2026-2029, notamment à des mises à jour visant à renforcer la mise en œuvre au moyen des SMDD, à améliorer l'harmonisation des priorités et à veiller à ce que la Stratégie tienne compte des réalités régionales et de la diversité des perspectives.

La version finale de la Stratégie sera déposée au Parlement en novembre 2026. Les organisations fédérales élaboreront ensuite leurs SMDD, qui décriront la façon dont elles contribuent à la SFDD par l'entremise de leurs mandats, de leurs politiques et de leurs programmes.

Aperçu de la mobilisation

Nous avons reçu des commentaires d'un large éventail de participants partout au Canada, représentant divers secteurs, régions et expériences vécues.

La plupart des répondants ont indiqué participer à titre de particuliers (33 %), suivis des représentants d'organisations non gouvernementales (31 %), d'organisations du secteur des affaires (19 %), d'organisations provinciales, territoriales et municipales (9 %), de gouvernements et d'organisations autochtones (5 %) et d'organisations syndicales (1 %).

Des renseignements démographiques supplémentaires ont été recueillis sur une base volontaire auprès des répondants ayant soumis des commentaires par courriel ou dans le questionnaire en ligne, notamment le lieu de résidence des répondants, leur groupe d'âge, leur identité de genre, leur identité autochtone et leur appartenance à des groupes méritant l'équité. Les résultats ci-dessous reflètent uniquement les réponses des personnes qui ont choisi de fournir ces renseignements :

- Des réponses ont été reçues de toutes les provinces et de tous les territoires :
 - Ontario (33 %)
 - Colombie-Britannique (22 %)
 - Québec (16 %)
 - Alberta (9 %)
 - Saskatchewan (6 %)
 - Nouvelle-Écosse (5 %)
 - Manitoba (3 %)
 - Nouveau-Brunswick (2 %)
 - Terre-Neuve-et-Labrador (0,8 %)
 - Île-du-Prince-Édouard (0,8 %)
 - Yukon (0,8 %)
 - Territoires du Nord-Ouest (0,6 %)
 - Nunavut (0,3 %)
- 70 % des répondants résident dans des régions urbaines, 25 % dans des régions rurales et 5 % dans des régions éloignées ou nordiques.

- La majorité des répondants étaient âgés de 25 à 44 ans (47 %), suivis des personnes âgées de 45 à 64 ans (35 %), de 65 ans et plus (11 %) et de 24 ans ou moins (7 %).
- Parmi les 199 répondants ayant fourni cette information, 62 % se sont identifiés comme femmes, 36 % comme hommes et 2 % comme personnes non binaires.
- 19 répondants se sont identifiés comme Autochtones :
 - 58 % Premières Nations
 - 37 % Métis
 - 5 % Inuit
- Parmi les 108 répondants ayant indiqué appartenir à un ou plusieurs groupes :
 - 31 % se sont identifiés comme membres d'un groupe racisé
 - 24 % comme personnes en situation de handicap
 - 23 % comme personnes 2ELGBTQI+
 - 16 % comme membres d'une communauté de langue officielle en situation minoritaire
 - 6 % comme nouveaux arrivants au Canada